

Les États-Unis accusent le géant malaisien du gant jetable de travail forcé

mercredi 31 mars 2021, par [BBC](#) (Date de rédaction antérieure : 30 mars 2021).

Les douanes américaines interdisent l'importation de gants jetables fabriqués en Malaisie par Top Glove, premier producteur mondial, pour dénoncer des conditions de travail indignes.

Le premier producteur du monde de gants en caoutchouc est accusé par les États-Unis de recourir au travail forcé. Le service des douanes américain a ordonné mardi la saisie de tous les gants jetables produits par Top Glove dans ses usines en Malaisie, [rapporte la BBC](#).

L'entreprise malaisienne récusé toute accusation d'esclavage moderne et déclare *"avoir pris de nombreuses mesures pour améliorer ses pratiques de travail"*. Top Glove, 21 000 salariés, produit chaque année 96 milliards de gants dans ses usines en Thaïlande, en Chine, au Vietnam et en Malaisie. Quarante et une de ses 47 usines sont malaisiennes.

Un représentant des autorités douanières américaines, le Customs and Border Protection (CBC), a déclaré que *"le CBC ne tolérera[it] pas l'exploitation de travailleurs vulnérables par des entreprises étrangères pour vendre aux consommateurs américains des produits bon marché qui ne sont pas fabriqués dans le respect de l'éthique"*.

Deux usines en juillet, 41 aujourd'hui

En juillet déjà, *"les États-Unis avaient interdit les gants produits par deux usines de Top Glove en Malaisie"*, précise le média britannique. Le CBC reprochait déjà à l'entreprise de recourir dans ces deux filiales au travail forcé, d'abuser des heures supplémentaires et de soumettre ses salariés à des conditions de travail indignes. Mais *"la nouvelle interdiction s'étend à tous les gants jetables des usines Top Glove en Malaisie"*.

Le CBC assure que *"l'interdiction n'aura pas d'impact significatif"* sur l'ensemble des importations américaines de gants jetables, *"essentiels"* dans la lutte contre le Covid-19.

En Malaisie, "sous les gants de latex, les mains de la souffrance" des travailleurs

Le quotidien suisse *Le Temps* raconte à sa une les dessous de l'industrie des gants en latex en Malaisie, fabriqués par des petites mains recrutées au Népal, au Bangladesh et ailleurs puis maltraitées, alors que la demande explose en raison de la pandémie.

Le titre et la photo sont assez énigmatiques, mais la réalité qu'ils décrivent est très terre à terre. [Le quotidien suisse *Le Temps* s'est intéressé ce vendredi 21 août](#) aux conditions de travail des petites mains qui fabriquent, en Malaisie, les gants en latex dont le monde fait une consommation effrénée en cette période de pandémie, en lançant à sa une : *"Sous les gants de latex, les mains de la souffrance."*

L'enquête du journal révèle que :

“Les travailleurs migrants qui les produisent en Malaisie subissent des conditions proches du travail forcé.”

Le pays du Sud-Est asiatique, grand producteur de caoutchouc, fabrique en effet *“deux tiers des gants jetables en latex ou en nitrile - une forme de caoutchouc synthétique - vendus sur le plan mondial”*.

Mais selon Bent Gehrt, qui dirige l'ONG Workers Rights Consortium, interrogé par *Le Temps*, *“les Malais ne veulent pas effectuer le travail mal payé, difficile et dangereux proposé”* par *“Top Glove, Hartalega et Kossan”*, les trois principales entreprises du secteur.

“Le travail lui-même est pénible et risqué. Les températures près des fours utilisés pour chauffer les moules trempés dans du latex ou du nitrile peuvent atteindre 60 degrés. Les ouvriers manipulent aussi fréquemment des produits chimiques dangereux, comme de l'acide et du chlore. Les accidents sont fréquents.”

En conséquence, c'est *“d'Indonésie, du Népal, du Bangladesh et de Birmanie”*, plus pauvres, que viennent la plupart des 26 000 ouvriers de ces entreprises.

Et *“pour les recruter, raconte le quotidien de Lausanne, les producteurs de gants font appel à des agents dans le pays d'origine des travailleurs, qui sous-traitent la procédure à d'autres intermédiaires, détaille Andy Hall, un militant pour les droits des travailleurs migrants en Asie. Ces divers acteurs facturent de larges sommes aux travailleurs, ostensiblement pour leur procurer un passeport, leur faire passer des contrôles médicaux et couvrir leurs frais de voyage.”*

Une procédure opaque et coûteuse pour les petites mains du latex, d'autant plus que *“dans les faits, tout le monde se sucre au passage, et de nombreux pots-de-vin sont versés”*, glisse Andy Hall.

Ainsi, précise le journal, *“Taha [les prénoms des travailleurs ont été modifiés], un ex-employé de Top Glove, dit qu'il a dû verser 165 000 roupies népalaises [près de 1 200 euros, soit environ l'équivalent d'un an de salaire moyen au Népal] à l'agent qui est venu le recruter dans son village”*.

Ou encore :

“Lorsque les recruteurs sont arrivés dans le village de Daarul, dans un coin reculé du Népal, à la recherche de jeunes hommes prêts à s'expatrier en Malaisie, le paysan de 32 ans n'a pas hésité une seconde. ‘On m'a dit que je travaillerais dans un supermarché et que je toucherais un bon salaire’, se remémore-t-il. Il leur verse 120 000 roupies népalaises [850 euros] pour couvrir ses frais de recrutement. Mais une fois arrivé à Kuala Lumpur [en Malaisie], il découvre une autre réalité. ‘J'ai appris que je travaillerai dans une usine de gants en latex, relate-t-il. La paie était moins bonne que promise et les conditions de travail plus dures.’”

Plus généralement, rien ne s'arrange quand ces ouvriers arrivent, *“déjà endettés”*, en Malaisie. Leur salaire est inférieur de moitié au salaire moyen local. Le coût de leur nourriture et de leur logement, *“des dortoirs qui peuvent accueillir jusqu'à 48 personnes”*, et parfois *“des containers de chantier empilés les uns sur les autres”*, en est encore déduit. Les cas de maltraitance sont fréquents. Ces dernières années, plusieurs cas de suicides ont été enregistrés.

Et, comme le raconte Daarul, qui aimerait rentrer au Népal :

“Mon salaire ne suffit même pas à faire vivre ma famille au Népal, sans même envisager l’achat d’un billet de retour. Je suis pris au piège.”

Cette situation, amplifiée par l’explosion de la demande mondiale, a quelque peu attiré l’attention hors de la Malaisie, explique *Le Temps* : “En juillet, les États-Unis ont interdit les importations de gants produits par Top Glove après avoir identifié des preuves de travail forcé, dont ‘un asservissement par l’endettement’”. Ce qui a poussé les entreprises malaisiennes à débloquer des fonds pour rembourser les frais de recrutement ou procéder à des “réparations” vis-à-vis de leurs employés. Avec des sommes jugées “largement insuffisantes” par leur défenseur Andy Hall.

Pendant ce temps-là, le commerce des gants en latex est florissant : “En 2020, la Malaisie exportera 225 milliards de gants jetables [une hausse de 33 % par rapport à 2019], pour une valeur de 21,8 milliards de ringgits [malaisiens, soit plus de 4,4 milliards d’euros], selon les projections de l’association faîtière du caoutchouc Margma.”

Quant à Top Glove, qui “produit à lui seul 25 % des gants jetables consommés sur le plan mondial” :

“Ses ventes mensuelles ont crû de 180 % depuis le début de la pandémie et son action a grimpé de 430 %. Son patron, Lim Wee Chai, vaut désormais 5 milliards de dollars, selon Forbes.”

BBC

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/exploitation-les-etats-unis-accusent-le-geant-malaisien-du-gant-jetable-de-travail-force>

<https://www.courrierinternational.com/une/production-en-malaisie-sous-les-gants-de-latex-les-mains-de-la-souffrance-des-travailleurs>